FINANCEMENT DES PARTIS ISLAMISTES PAR DES FONDS ÉTRANGERS

Louisa Hanoune modère ses paroles

Les accusations à l'encontre de partis politiques algériens de recevoir des financements étrangers, portées par Mme Louisa Hanoune à chacune de ses sorties médiatiques, ne reposent sur aucune preuve matérielle. Mais, a-t-elle précisé hier sur les ondes de la Chaîne III de la Radio algérienne, elles sont nourries par des craintes et des soupçons.

Photo : Samir Sid

Louisa Hanoune.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - «Qui sont ces partis que vous accusez d'avoir reçu des financements étrangers ?», a interrogé l'animatrice.

La porte-parole du Parti des travailleurs (PT), qui n'a cessé de le crier, a modéré ses paroles hier : «Je n'ai pas le droit de porter des accusations comme ça à l'emporte-pièce mais, je dis qu'il y a des sommes colossales d'argent en circulation sur le terrain politique, des sommes à l'origine douteuse.»

Et de schématiser : «Il y a de faux partis qui louent des congressistes, des hommes d'affaires qui achètent des listes électorales et des formations qui ont des accointances avec des mouvements présents dans certains pays de la région et qui sont financés par des fonds américains.»

Mme Hanoune soupçonne, ainsi, ces partis algériens qu'elle ne cite pas nommément de toucher eux aussi ces fonds : «Quand William Taylor (diplomate américain, coordinateur spécial de la transition au Moyen-Orient, ndlr) dit que la relation de Washington avec le parti tunisien Ennahda fut établie à l'ère du gouvernement Bush fils et que le gouvernement américain a financé ce parti. Quand il dit qu'en plus de parti, le gouvernement américain a des relations avec le mouvement égyptien des Frères musulmans et d'autres partis ont reçu des aides financières, sans les nommer ni citer leur pays, je dis qu'il y a lieu de s'inquiéter, alerte aux financements étrangers, il faut imposer un contrôle rigoureux sur l'origine de l'argent des partis et plafonner les montants à dépenser lors des campagnes électorales.»

Bref, Mme Hanoune s'inquiète d'une éventuelle «prédominance» des capitaux dans la prochaine Assemblée populaire nationale : «C'est une Constituante de fait parce qu'elle est appelée à rédiger une nouvelle Constitution et nous ne comprenons pas pourquoi le ministre de l'Intérieur insiste à le mettre entre guillemets. Elle marque la rupture avec le parti unique et son héritage et instituera la 2e République. Et mettre des garde-fous pour juguler la corruption politique. Autrement, l'argent sale ne servira que les intérêts d'une minorité de nouveaux riches au détriment du peuple.»

Dans le même contexte, Mme Hanoune réagit aux déclarations de la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, qui avait exhorté samedi, lors de son escale à Alger, à encourager la société civile et a appelé au respect du choix du peuple et à l'ouverture du secteur privé algérien au monde.

«Ses déclarations à l'issue de la conférence sur la Syrie sont épouvantables ! Ce sont des déclarations de guerre et appellent toutes à un complot international contre la Syrie qui est l'exécution des orientations de l'impérialisme américain.

Or, pour ses conseils, oui, bien sûr que nous sommes pour une société civile vivante et qui contribue aux débats. Mais, pas leur société civile à eux (les Américains, ndlr). Cela veut dire que la NED et le NDI interviennent par des financements occultes pour embrigader notre société civile et nous ne le voulons pas. Parce que ce sont des agences de la CIA. Nous ne voulons pas des immixtions dans nos affaires internes. Bien sûr que nous sommes aussi pour le respect du choix du peuple algérien et de tous les peuples, mais nous ne voulons pas de démocratie importée sur des chars et des porte-avions américains et de l'Otan. Nous sommes contre toute ingérence, américaine d'abord, par le biais du Qatar ou n'importe quel autre gouvernement arabe ou non arabe dans notre région et dans notre pays. Nous pensons que la souveraineté nationale est la condition pour que s'exercent justement la démocratie véritable et la souveraineté des peuples.»

L. H.

LEADERSHIP DE L'ALLIANCE ISLAMISTE MSP, ENNAHDA ET EL ISLAH

Quand Soltani se rattrape

Ayant apparemment mal pris que le secrétaire général du mouvement El Islah lui ait volé la vedette en le précédant dans l'annonce de la naissance de cette alliance islamiste à trois, le leader du MSP s'est rattrapé en se présentant comme la locomotive de ce triumvirat, même s'il s'en est défendu.

Photo : Samir Sid

Aboudjerra Soltani.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - C'était ce dimanche lors d'une conférence de presse au siège du parti à El Mouradia, en clôture d'une session extraordinaire du conseil consultatif du parti qui a eu à étudier et à entériner cette option d'alliance.

Un conseil qui a, de ce fait, donné carte blanche au bureau politique du mouvement de concrétiser cette alliance qui ne fera que répondre au vœu du parti, dira Soltani, celui de «la nécessité de mettre fin au phénomène de la dispersion de la scène politique avec une kyrielle de partis au point de désarçonner le citoyen».

Pour Aboudjerra, cette alliance n'a d'existence formelle que maintenant que les instances consultatives de ses membres ont donné leur accord.

Scellée à trois (MSP, Ennahda et El Islah) et ouverte aux autres partis de la mouvance sans préalable aucun, cette alliance est loin d'être conjoncturelle et électorale puisque, dira-t-il, «elle a été concrétisée sur la base d'un programme et d'une vision communs et les listes communes ne sont qu'un levier purement technique pour matérialiser cette alliance».

Le leader du MSP dit espérer que «cette initiative pourra servir de déclic au reste de la classe politique pour qu'elle se constitue en familles et blocs politiques homogènes avec, comme effet immédiat, une meilleure lisibilité de la scène politique pour le citoyen lambda.

Ce dernier, lassé par des divisions auxquelles il ne trouve pas d'arguments valables, boude alors les urnes, d'où, dira encore Soltani, le phénomène de l'abstention. «Nous pensons que ce premier saura inverser la donne en encourageant des pans entiers à aller voter le 10 mai prochain».

Et pour Soltani, les réserves émises par Akkouchi, vendredi dernier, à l'annonce de la concrétisation de cette alliance «n'engagent que leur auteur, étant donné que maintenant, nous devons agir à trois». Des réserves, nombreuses, que le SG d'El Islah a tenu à énumérer et à lier à la transparence et à la régularité du rendez-vous législatif du 10 mai prochain, allant jusqu'à ne pas exclure l'éventualité d'un retrait de la course à ces législatives dans le cas où, dira-t-il, «les voyants persistent dans le rouge».

Une mise au point de Soltani que n'appréciera certainement pas Akkouchi, surtout que les deux hommes ne font pas une même lecture du discours, jeudi dernier, du président de la République.

Ceci quoique le duo exige que le premier magistrat du pays donne une suite concrète à ses engagements par des décrets.

Pour Soltani, si les alliances d'hier ont consacré la réconciliation nationale qui a eu pour effet d'en finir avec l'état d'urgence en vigueur une vingtaine d'années durant, celles d'aujourd'hui et à venir permettront, selon lui, de réussir les réformes politiques et dont les législatives du printemps prochain constituent l'étape finale. D'où, dira le leader du MSP, le préalable de toute la classe politique, lié à la régularité de ce scrutin qui aura pour finalité de «mettre un terme à l'hégémonie du pouvoir qui n'a plus de raison de perdurer».

Aboudjerra dit, par ailleurs, avoir reçu cinq sur cinq les messages de la secrétaire d'Etat américaine, en visite éclair samedi dans le pays, se félicitant, au passage, du démenti officiel d'Hillary Clinton quant à un prétendu financement américain des partis islamistes, qui revient tel un leitmotiv dans la bouche de nombre de leaders politique0s.

Annonçant que la proclamation officielle de cette alliance à trois se fera tout prochainement lors d'une cérémonie en présence des leaders et des cadres des trois mouvements, Soltani fera part de deux commissions dont l'une planche déjà sur l'élaboration d'un programme commun.

La seconde commission, dira-t-il, sera mise sur pied incessamment et aura à établir les listes communes où les femmes auront leur part conformément à la dernière loi électorale qui concède le tiers de chaque liste électorale à la gent féminine.

M. K.